

Mme ...

Décision n° 2012-50 du 31 mai 2012

L'AGENCE FRANÇAISE DE LUTTE CONTRE LE DOPAGE,

Vu le code du sport, notamment ses articles L. 230-1 à L. 232-31 et R. 232-10 à R. 232-98 ;

Vu le décret n° 2010-1578 du 16 décembre 2010 portant publication de l'amendement à l'annexe de la convention contre le dopage, adopté les 8 et 9 novembre 2009 à Strasbourg, et à l'annexe 1 de la convention internationale contre le dopage dans le sport, adopté à Paris le 17 novembre 2010 ;

Vu le procès-verbal de contrôle antidopage, établi le 3 avril 2011 lors de l'épreuve cyclosportive dite « Roger Pingeon », effectué à Gignac (Hérault), concernant Mme ... ;

Vu le rapport d'analyse établi le 23 mai 2011 par le Département des analyses de l'Agence française de lutte contre le dopage à la suite du contrôle mentionné ci-dessus ;

Vu le courrier daté du 24 mai 2011 de la Fédération française de cyclisme, enregistré le 26 mai 2011 au Secrétariat général de l'Agence française de lutte contre le dopage ;

Vu le courrier daté du 24 juin 2011, adressé par l'Agence française de lutte contre le dopage à Mme ... ;

Vu les courriers électroniques du 20 juillet 2011, échangés entre l'Agence française de lutte contre le dopage et Mme ... ;

Vu les courriers datés du 21 juillet 2011 et du 3 février 2012, adressés par l'Agence française de lutte contre le dopage à Mme ... ;

Vu l'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques délivrée le 28 février 2012 à Mme ... par l'Agence française de lutte contre le dopage, pour la période courant du 20 février 2012 au 25 novembre 2012 ;

Vu le courrier daté du 27 mai 2012 de Mme ..., enregistré le 31 mai 2011 au Secrétariat général de l'Agence française de lutte contre le dopage ;

Vu les autres pièces du dossier ;

Mme ..., régulièrement convoquée par une lettre datée du 4 mai 2012, dont elle a accusé réception le 10 mai 2012, ne s'étant pas présentée ;

Les débats s'étant tenus en séance non publique le 31 mai 2012 ;

Après avoir entendu M. ... en son rapport ;

Considérant qu'aux termes de l'article L. 232-9 du code du sport : *« Il est interdit à tout sportif : – 1° De détenir ou tenter de détenir, sans raison médicale dûment justifiée, une ou des substances ou méthodes interdites figurant sur la liste mentionnée au dernier alinéa du présent article ; – 2° D'utiliser ou tenter d'utiliser une ou des substances ou méthodes interdites figurant sur la liste mentionnée au dernier alinéa du présent article. – L'interdiction prévue au 2° ne s'applique pas aux substances et méthodes pour lesquelles le sportif : a) Dispose d'une autorisation pour usage à des fins thérapeutiques ; b) Peut se prévaloir d'une déclaration d'usage, conformément aux dispositions de l'article L. 232-2 ; c) Dispose d'une raison médicalement justifiée. – La liste des substances et méthodes mentionnées au présent article est celle qui est élaborée en application de la convention internationale mentionnée à l'article L. 230-2 ou de tout autre accord ultérieur qui aurait le même objet et qui s'y substituerait. Elle est publiée au Journal officiel de la République française »* ;

Considérant que lors de l'épreuve cyclosportive dite « Roger Pingon », Mme ... a été soumise à un contrôle antidopage, effectué le 3 avril 2011 à Gignac (Hérault) ; que les résultats, établis par le Département des analyses de l'Agence française de lutte contre le dopage le 23 mai 2011, ont fait ressortir la présence de prednisone et de prednisolone, à une concentration estimée respectivement à 645 nanogrammes par millilitre et à 497 nanogrammes par millilitre ; que ces substances, qui appartiennent à la classe des glucocorticoïdes, sont interdites selon la liste annexée au décret n° 2010-1578 du 16 décembre 2010 susvisé, qui les répertorie parmi les substances dites « spécifiées » ;

Considérant qu'aux termes du 1° de l'article L. 232-22 du code du sport, l'Agence française de lutte contre le dopage « est compétente pour infliger des sanctions disciplinaires aux personnes non licenciées participant à des entraînements, des compétitions ou des manifestations sportives » organisées ou autorisées par des fédérations sportives ; que par courrier daté du 24 mai 2011, la Fédération française de cyclisme a informé l'Agence que Mme ... n'était pas titulaire d'une licence délivrée par cette fédération ; qu'ainsi, l'Agence est compétente pour connaître des faits relevés à l'encontre de l'intéressée dans les conditions prévues par ces dispositions ;

Considérant que par un courrier recommandé avec avis de réception en date du 24 juin 2011, Mme ... a été informée par l'Agence française de lutte contre le dopage de la possibilité qui lui était offerte de contester les résultats des analyses effectuées par le Département des analyses de l'Agence sur les échantillons de ses urines prélevés le 3 avril 2011 ; qu'elle n'a pas exprimé ce souhait ;

Considérant que par application de l'article L. 232-23 du code du sport, l'Agence française de lutte contre le dopage peut notamment prononcer, s'il y a lieu, à l'encontre d'une personne ayant utilisé une ou plusieurs substances figurant sur la liste susmentionnée au cours d'une compétition ou d'une manifestation organisée ou autorisée par une fédération sportive ou en vue d'y participer, une interdiction temporaire ou définitive de participer aux compétitions et manifestations sportives organisées ou autorisées par les fédérations sportives françaises ;

Considérant que Mme ... a affirmé, dans ses observations écrites enregistrées au Secrétariat général de l'Agence française de lutte contre le dopage le 31 mai 2012, prendre quotidiennement une spécialité pharmaceutique – Cortancy® – contenant de la

prednisone et pouvant se métaboliser en prednisolone ; qu'elle a d'ailleurs fait mention de cette prise sur le procès-verbal de contrôle antidopage, tout en déclarant avoir ignoré que ce médicament contenait une substance interdite ; qu'elle a indiqué avoir agi à des fins thérapeutiques pour soigner les symptômes d'une « *polyarthrite rhumatoïde* », pour laquelle elle est suivie depuis 2004 ; que l'intéressée a notamment produit, à l'appui de ses dires, une ordonnance datée du 28 juin 2011, trois certificats médicaux datés respectivement du 31 juillet 2003, du 2 octobre 2008 et du 29 juillet 2011, ainsi qu'une autorisation d'usage à des fins thérapeutiques pour le médicament précité, délivrée par l'Agence française de lutte contre le dopage le 28 février 2012 ; qu'enfin, cette sportive a excipé de sa bonne foi, précisant ne prendre part qu'à quelques courses par an pour son plaisir ;

Considérant que le comportement prohibé par l'article L. 232-9 du code du sport précité consiste à utiliser ou recourir à une substance ou à un procédé, référencés sur une liste en raison de leurs propriétés, qui sont de nature à modifier artificiellement les capacités des athlètes ou à masquer l'emploi de ces substances ou procédés ; qu'il ressort de ce texte que la mise en évidence de l'une de ces substances ou de l'un de ces procédés suffit à constituer cette infraction, ce qui a déjà été confirmé par le Conseil d'État, notamment dans sa décision n° 221.481 du 2 juillet 2001 ;

Considérant, au cas présent, que le rapport d'analyse du 23 mai 2011 du Département des analyses de l'Agence a mentionné la présence de prednisone et de prednisolone ; que ces substances sont référencées parmi les glucocorticoïdes de la classe S9 sur la liste annexée au décret du 16 décembre 2010 précité ; qu'ainsi, en application du principe de la responsabilité objective du sportif, Mme ... a bien commis l'infraction définie par l'article L. 232-9 du code du sport, sans qu'il y ait lieu de rechercher si la prise du médicament précité a revêtu un caractère intentionnel ou a eu un effet sur sa performance sportive ;

Considérant, toutefois, que le sportif poursuivi peut apporter la preuve de son absence de responsabilité, notamment par une prescription médicale à des fins thérapeutiques justifiées ; qu'en vertu de la liste précitée, l'administration de glucocorticoïdes par voie orale nécessite une justification médicale ; qu'à ce titre, il appartient à l'Agence française de lutte contre le dopage d'apprécier si les résultats des analyses sont en rapport avec les prescriptions médicales invoquées, le cas échéant, par le sportif et de vérifier que ces prescriptions ont été établies à des fins thérapeutiques justifiées, comme l'a rappelé le Conseil d'État, notamment dans sa décision n° 321.457 du 3 juillet 2009 ;

Considérant, en l'espèce, que Mme ... a transmis à l'Agence française de lutte contre le dopage un dossier médical complet ; qu'il ressort de l'étude de ces documents que cette dernière souffre effectivement d'une pathologie dont le traitement des symptômes nécessite l'usage d'une spécialité pharmaceutique – *Cortancy*® –, contenant les substances détectées dans ses urines ; que l'intéressée a également produit une autorisation d'usage à des fins thérapeutiques, qui lui a été délivrée par l'Agence française de lutte contre le dopage le 28 février 2012 ; qu'en outre, la concentration de prednisone et de prednisolone mesurée dans les urines de cette sportive est compatible avec la posologie décrite par les documents médicaux qu'elle a transmis ; que, dès lors, l'intéressée a fourni la justification à des fins thérapeutiques exclusives de la présence des substances détectées ; que, dans ces conditions, il n'y a pas lieu de prononcer de sanction à son encontre ;

Considérant qu'aux termes du troisième alinéa de l'article R. 232-97 du code du sport : « *Les décisions de la formation disciplinaire sont rendues publiques. Le collège de l'agence peut décider de faire publier la décision au Journal officiel de la République française, au Bulletin officiel du ministère chargé des sports ou au bulletin de la fédération sportive concernée. Cette publication s'effectue de manière nominative*

*pour les majeurs, de manière anonyme pour les mineurs. Toutefois, pour les personnes majeures, cette publication pourra, en cas de circonstances exceptionnelles, être effectuée sous forme anonyme par décision spécialement motivée de l'agence » ; que l'absence de sanction prononcée à l'encontre de Mme ... constitue une circonstance exceptionnelle, au sens de l'article R. 232-97, de nature à justifier la publication de cette décision sous forme anonyme ;*

Décide :

Article 1<sup>er</sup> – Mme ... est relaxée.

Article 2 – Un résumé de la présente décision sera publié, par extraits et sans mention du patronyme de l'intéressée, au « *Bulletin officiel* » du ministère chargé des Sports et dans « *La France cycliste* », publication de la Fédération française de cyclisme.

Article 3 – La présente décision sera notifiée à Mme ..., à la Ministre chargée des Sports, à la Fédération française de cyclisme, à l'Agence mondiale antidopage et à l'Union cycliste internationale (UCI).

*Conformément aux dispositions de l'article L. 232-24 du code du sport, la présente décision peut faire l'objet d'un recours de pleine juridiction devant le Conseil d'État dans un délai de deux mois.*